

PARRAINS DE CITÉS

Enquête chez les millionnaires
du trafic de stup

Jérôme Pierrat

PARRAINS DE CITÉS

ENQUÊTE CHEZ LES MILLIONNAIRES
DU TRAFIC DE STUPS

LA MANUFACTURE DE LIVRES

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être informé de nos publications,
envoyez vos coordonnées en citant ce livre à :

La Manufacture de livres, 101 rue de Sèvres, 75006 Paris
ou
contact@lamanufacturedelivres.com

www.lamanufacturedelivres.com

ISBN 978-2-35887-095-5, version papier
ISBN 978-2-35887-466-3, fichier PDF
ISBN 978-2-35887-467-0, epub

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Ils ont entre trente et quarante ans, sont à peine quelques dizaines et valsent avec les tonnes et les millions. Aujourd'hui, leurs visages, ceux du nouveau crime organisé à la française trônent en bonne place dans les fichiers spécialisés de la police judiciaire. Version grand banditisme, catégorie trafic international de stupéfiants; le business le plus juteux, celui qui a fait leur fortune et leur renommée criminelle. Les stups, ce serait d'après les autorités, un marché de deux milliards d'euros de chiffre d'affaires dont la moitié pour le seul cannabis : 250 tonnes de shit, au minimum, partiraient en fumée chaque année. Et les dividendes du trafic finiraient entièrement dans les poches de ces Tony Montana « *made in cité* ». Le milliard restant se partagerait entre les kilos de cocaïne et d'héroïne, traités à la pelle et dont ils tiennent une bonne part du marché aux côtés des derniers truands du milieu traditionnel et des « mafias » étrangères.

Aujourd'hui, les voyous des HLM ont pris les commandes des filières, du producteur au consommateur, transformant la petite épicerie de quartier en machine à cash, développant avec un sens aigu des affaires et à grands renforts de coups de calibres et de rafales de kalachs la fameuse « économie souterraine ». Un vrai business où l'on parle réduction des coûts, augmentation des marges, où la concurrence est rude, les OPA réellement sanglantes, les trahisons et les arnaques nombreuses, et dont les litiges ne se règlent pas devant un tribunal de commerce.

Un capitalisme sauvage dont les « grands patrons » se sont hissés au plus haut niveau de la pyramide criminelle et commerciale. Leur ombre ne fait que planer sur les quartiers. Paradoxalement, ces « parrains » des cités n'y vivent plus. Pour acheter leurs tonnes de H, ils « naviguent » entre l'Espagne, le *hub* commercial, et le Maroc, au plus proche des zones de production. Pour eux, le marché est national. Au contact des fournisseurs marocains ou sud-américains pour la cocaïne, ils envoient la « marchandise », comme on dit chez les trafiquants, aux quatre coins de la France. Ce sont des équipes structurées capables d'acheter et surtout d'acheminer des tonnes de résine de cannabis depuis l'Espagne ou le Maroc selon leur niveau, et d'assurer la livraison à domicile jusqu'aux semi-grossistes. Ces derniers redistribuent à leur tour aux centaines de

« réseaux » qui hantent les cages d'escalier, les halls et les recoins d'immeuble, sous la coupe de « patrons », ces caïds de cités qui font l'actualité, parfois allongés sous un drap blanc.

Les poids lourds du trafic ne contrôlent pas directement ces milliers de points de vente, ces « terrains » comme on les appelle, qui débitent au détail et à la chaîne, ils les approvisionnent.

Mais avant d'aller à leur rencontre, c'est là, au pied des barres où s'agite le dernier maillon commercial de la chaîne, que ce voyage stupéfiant commence.

Sur le « terrain »

« *Excusez-moi, vous allez où ? Vous habitez ici ?* ». La question est polie, mais le ton ferme. Pour un peu, on trouverait presque naturel de présenter des papiers d'identité. Sauf que le « civil » qui vous scrute de la tête aux pieds a une pilosité irrégulière qui se mêle à son acné d'adolescent. On donne le sésame : le nom d'un « grand » du quartier, bien connu des services de police. On a beau être déjà venu, il faut se présenter à nouveau : les têtes changent. Les guetteurs ne sont pas souvent originaires de la cité où ils travaillent. Alors de temps en temps, on déclenche involontairement l'alarme. Le cri, quel qu'il soit¹, fuse, lancé par les premiers d'entre eux situés aux entrées du quartier, les portes

1. À Creil, on hurle « les Arnouches », les serpents en arabe, à Marseille, « Ara », et personne ne sait d'ailleurs d'où ça vient... mais, comme le dit un trafiquant en haussant les épaules : « *Quand ça crie des mots bizarres dans le quartier, c'est qu'il y a des choses bizarres* ».

de ce supermarché des stupés à ciel ouvert ; il est aussitôt relayé par le souffle grave des cornes de brume, habituellement utilisées par les supporters de stade. C'est la deuxième ligne, en retrait, qui diffuse plus largement l'information. Ces sirènes, comme les signaux de fumée des guetteurs indiens, se répercutent de bâtiments en bâtiments.

Inutile pour l'étranger au quartier de « baratiner », de dire que l'on vient visiter sa vieille tante ou un copain fraîchement retrouvé : le comité d'accueil se fera un plaisir de vous accompagner jusqu'à la porte de votre soi-disant hôte pour vérifier par lui-même. Et il n'est pas de bon ton de mentir. Les guetteurs sont paranos : ils sont payés pour. L'enjeu, c'est de préserver l'inviolabilité du quartier, ce village de béton difficilement accessible, une enclave à laquelle ne manquent que les tours crénelées pour se défendre d'une invasion ennemie. Leur topographie, c'est LA force des cités et la frustration des enquêteurs qui tentent de les pénétrer, de les surveiller... même de loin. Lorsqu'un camion de livraison d'une grande enseigne daigne se présenter aux portes du quartier, il est stoppé et son chauffeur invité à téléphoner au client pour qu'il vienne le réceptionner et le conduire au pied de son immeuble. Ce pourrait être une ruse des « condés » déguisés en livreurs, on se méfie tout autant des techniciens du téléphone, des réparateurs en tous genres... et de toute façon, de tous

ceux qui ne sont pas d'ici : blacks, blancs, beurs, jaunes ou rouges. Peu importe.

À l'intérieur de la cité, c'est ensuite le ballet des scooters qui bourdonnent comme des insectes au printemps. Ils sont conduits par des mineurs encapuchonnés, sans casque mais parfois armés. Ces guetteurs mobiles tournent et retournent, se croisent, vont aux nouvelles, envoyés par le « gérant » du réseau pour suivre les déplacements des inconnus, avant de revenir faire leurs rapports.

La surveillance est assurée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Lorsque le point de vente est fermé, des veilleurs de nuit sont tapis dans l'ombre pour détecter toute tentative d'intrusion. Les « condés » pourraient profiter du repos – lorsque le réseau et ses hommes sont en sommeil – pour installer d'invisibles caméras de surveillance.

Dans cette guerre d'usure qui les oppose à la police, les trafiquants utilisent les mêmes armes. Le réseau a investi dans la vidéo-surveillance. Un « honnête » gars de la cité, qui, en plus d'être le cousin du « patron » a des connaissances d'électricien, s'est occupé de l'installation : des petites caméras commandées sur internet par une jeune fille anonyme. Elles tournent toute la nuit et au petit matin, un jeune homme les visionne dans l'appartement d'une « nourrice », transformé momentanément en « PC » sécurité.

On est samedi, il est 15 h 00, le gros des clients commence à arriver dans cette cité où le point de vente est un drive-in. Le long de la seule rue qui traverse le quartier, une rangée de places de parking en épi est réservée, bloquée par des barrières en fer. Elles n'ont pas été installées en prévision d'une éventuelle visite du préfet, mais pour fluidifier le trafic. Le temps que les acheteurs « touchent » leur marchandise, leurs voitures qui se succèdent ne doivent pas bloquer l'étroite artère. C'est un ballet bien rodé. Des « placiers » leur font signe d'avancer, enlèvent les barrières pour libérer les places et aident à la manœuvre. La commande est prise à la portière, transmise au vendeur, installé à quelques mètres de là, de l'autre côté de la rue, dans un corridor qui traverse la barre. Il se tient derrière une sorte de comptoir en bois, posé le long du mur et dont les étagères basses abritent les pochons de shit et d'herbe. Le « barriériste » vient chercher la commande, puis sert le client qui repart aussitôt et laisse la place au suivant. Le tout en une ou deux minutes. Et le manège se répète des dizaines de fois.

Ici, en une journée, le chiffre d'affaires peut s'élever à 30 000 euros.

C'est une véritable PME qui emploie une armée de petites mains, des smicards du trafic qui ont à peine vingt ans pour les plus vieux : les guetteurs de différentes

catégories que les policiers appellent les « chouffes », les employés du drive-in, les vendeurs surnommés les « charbonneurs », mais aussi des « ravitailleurs » qui apportent régulièrement en scooter le produit à ces derniers pour éviter qu'ils n'en gardent trop sur eux et récupèrent l'argent, et aussi des coupeurs qui taillent les barrettes dans les plaquettes de cent grammes, des « nourrices » qui stockent le produit, l'argent et les armes, d'autres qui accueillent les employés pour les cacher en cas de descente...

Le client ne voit que les « ouvriers » présents sur le terrain, mais plus on monte dans la hiérarchie, plus le réseau s'opacifie. Même pour ses employés.

Rico, vendeur depuis plus de quatre ans, a travaillé pour différents réseaux et à chaque fois, c'est la même procédure : *« Pendant dix ou quinze jours, je ne voyais que mon ravitailleur et mes guetteurs. Pendant ce temps-là, les gars du réseau, ils regardent qui tu es. Si tu passes ce stade, la confiance s'installe, tu commences à voir les autres. Et on te propose d'aller ranger des pochons, de couper si t'es un bon coupeur... Tu peux grimper, comme dans une société normale. Mais les patrons, tu les vois pas. J'ai rarement vu des têtes de réseau rester dans le quartier. On peut entendre dire que c'est lui ou lui, mais même si tu les vois passer, eux, ils ne savent même pas qui tu es. C'est cloisonné. »*

Pour ce faire, les propriétaires engagent des gérants. Comme Yanis, vingt-sept ans : *« Il n'y a que moi qui connais le patron, et c'est pour ça qu'on m'emploie, pour faire la coupure. Je gère le terrain pour lui. Il a trente-sept ans et pour lui, c'est de famille. Avant le réseau était à son grand frère. Ils tiennent ça depuis des années. Comme il n'est jamais là, on peut dire, entre guillemets, que c'est mon réseau. J'ai un peu les pleins pouvoirs. Je m'occupe de tout : du recrutement, des paies, de la surveillance, du ravitaillement, de l'argent. Il n'y a pas un truc qui se passe dans le quartier sans que je sois là. »*

Ça me prend de midi à minuit. J'ouvre le réseau et je le ferme. On tourne sept jours sur sept, 365 jours par an. Le week-end et les soirs de fêtes, on ferme à trois heures du matin.

Si demain je veux partir un peu, pas de problème pour me remplacer. Un jeune de vingt-sept ans qui reste là dans le quartier, et qui à la fin de la journée se retrouve à prendre 200 à 300 euros, tout le monde voudrait le faire ; il n'y en a pas beaucoup qui diraient non. J'ai commencé à l'âge de quatorze ans à guetter. Avec les années, on a commencé à me faire confiance, je suis monté en grade, je suis passé dealer, et ensuite au bout de cinq mois, je suis devenu gérant. »

Dans une entreprise plus importante, lorsque le patron possède plusieurs réseaux, il existe même des super gérants pour coordonner le tout.

« Plus ça marche, plus je suis payé. Je n'ai pas de salaire fixe. Je fais des mois à 8 000, 9 000 euros. À mon niveau, je ne blanchis rien du tout. Je paie des gens pour qu'ils gardent mes sous. Je suis un gros dépensier. J'aime bien les habits et quand je vais en vacances, je fais des folies. Je ne me considère ni comme un commerçant, ni comme un voyou, mais comme un travailleur. Le matin, je vais bosser, et le soir, je rentre à la maison, tranquille. »

Et pour recruter ses employés, Yanis n'a pas besoin de passer d'offre d'emploi :

« Les petits du quartier, ou d'ailleurs, voient que ça rapporte, et vu que l'école et le travail, c'est la galère, ça les pousse à venir me voir. Le guetteur, il est payé 50 euros, de douze à dix-huit heures. Puis, après, c'est un autre qui fait de dix-huit heures à minuit, pour la même paie.

Le dealer, il prend 100 euros à mi-temps, de midi à dix-huit heures...

Ça change souvent, ils ne restent pas. Ils veulent faire un peu de sous : 400, 500 euros. Ils guettent un peu, ils dealent un peu, et ils partent en vacances, ils s'achètent un scooter, des habits. Je ne fais pas vivre le quartier. C'est une entraide plutôt. C'est pas grâce à moi qu'ils se nourrissent. »

Le réseau de Yanis qui a dépassé le stade de l'artisanat marche assez fort :

« On tourne entre 12 000 et 13 000 euros la journée. Des fois, ça arrive que l'on fasse moins. »

Yanis parle ici de chiffre d'affaires ; le bénéfice pour les deux kilos vendus quotidiennement est de 4 000 à 5 000 euros en comptant l'ensemble des paies. Soit près de 130 000 euros par mois.

« Vous avez des morceaux à dix euros pour ceux qui n'ont pas trop d'argent, des morceaux à vingt euros, des morceaux à trente euros. Et des pochons de beuh (d'herbe) à cinquante euros. Mais pour la beuh, je ne paie pas un petit pour qu'il me coupe les bouts et les conditionne. Le patron me donne les pochons déjà tout faits. Il ne me fait pas trop confiance sur ça, (car) vous pouvez gratter, mettre un peu moins de beuh et en garder pour vous. »

Le patron vient une fois par mois, pour récupérer l'argent. *« Il me donne la marchandise en même temps, dans les 40 à 50 kg. »* Quant à savoir où il s'approvisionne, Yanis n'en sait pas grand-chose : *« Il ne me met pas trop au courant de ça ».*

Au-delà, c'est la chaîne des semi-grossistes qui traitent 50 comme 300 kg selon la surface de leurs grossistes, qui se fournissent en Espagne ou au Maroc, et leur rapportent la marchandise en France, l'élite des trafiquants, celle qui nous intéresse, partie des banlieues françaises pour remonter au plus près, à la source. Une conquête commerciale qui a commencé il y a vingt ans.

Les Lyonnais en route vers les sommets

Lyon, c'est la ville idéale pour retracer cette ascension criminelle, un véritable laboratoire. Elle est l'une des capitales de ce nouveau milieu, voire LA capitale, tant les garçons de sa banlieue est sont montés en gamme. Ce sont d'ailleurs les plus nombreux à être inscrit au fichier spécial de la répression du banditisme, le FSRB, plus communément appelé fichier du grand banditisme. Ils y sont près d'une dizaine : Abdelkader et Mohamed Bessame de Chassieu, Kamel Mebarki de Vaulx-en-Velin, Mohammed Bouarfa, Nordine Agaguena...

Mais depuis, cet été, il en manque un, et de taille : Mohamed Maamir, dit Ninou, né le 17 octobre 1956 à Lyon, grandi à Vaulx-en-Velin et abattu le 6 juin 2013 à quelques kilomètres de là, à Villeurbanne. Ce jour-là, à 14 h 15, un puissant scooter avec deux motards arborant des casques intégraux noirs s'est arrêté devant la terrasse d'un PMU de la place Wilson à Villeurbanne.

Le passager est descendu, a surgi derrière Ninou attablé tranquillement à l'extérieur et lui a tiré une balle dans la gorge. Malgré sa blessure, Ninou a tenté de s'enfuir, mais son exécuteur l'a achevé de deux balles dans le dos. Transporté à l'hôpital, Mohamed Maamir est décédé de ses blessures dans la soirée.

Avec sa disparition, une page s'est tournée, celle des pionniers des cités qui ont mis le pied à l'étrier des générations actuelles, des défricheurs qui ont ouvert la voie au début des années quatre-vingt-dix et auxquels les trafiquants actuels doivent beaucoup. Maamir est même le premier lyonnais – toutes catégories confondues, cités comme tradis – à être tombé en 1991 pour une tonne de résine de cannabis qu'il destinait aux banlieues. Une affaire qui lui a valu d'être fiché au grand banditisme dès 1992 et qui a fait de lui le premier beur issu d'une cité à intégrer le Who's Who du milieu.

Ninou, cinquante-six ans, faisait partie des « grands frères », comme on appelait les garçons de la première génération des quartiers. Le sien, c'était le célèbre Mas-du-Taureau, l'un des dix quartiers de la ZUP de Vaulx-en-Velin qui a vu le jour à partir de 1970.

La désindustrialisation est alors en marche et la situation économique et sociale des populations qui y vivent se détériore aussi rapidement que les grands ensembles qui l'abritent, construits à la va-vite,

se dégradent. La petite délinquance s'y développe progressivement. Mohamed Maamir est l'un de ces loulous des HLM. Ces derniers sont déjà turbulents, mais ils ne jouent pas encore dans la cour des grands, celle du milieu traditionnel. Jusqu'à ce que...

Selon l'un de ces truands à l'ancienne qui les a vus sortir des barres : *« Au début des années quatre-vingt, il y avait quelques équipes originaires de banlieue, et plus particulièrement de Vaulx-en-Velin mais aussi de Vénissieux, et plus sporadiquement de La Duchère, qui s'articulaient autour de jeunes loups, et commençaient à émerger dans le banditisme. Ils fonctionnaient un peu de manière clanique, parmi des équipes qui regroupaient les potes du quartier et des membres de la famille. »*

Les « grands frères », pionniers des cités

Ces garçons s'appellent Abbès Adda, dit Chariot, Azzedine Mahmoudi, dit Dindon... et Mohamed Maamir, dit Ninou, tombé en octobre 1981 pour proxénétisme aggravé, ce qui lui a valu en mars 1982 d'être condamné à dix-huit mois de prison. On compte également Patrick Laurent, surnommé Pelo ou Alain Delon, son pote d'enfance de deux ans son aîné, lui aussi originaire du Mas et aujourd'hui fiché au grand

banditisme. Il est lui tombé en 1978 avec des jeunes de Villeurbanne avec lesquels il avait tapé une banque. En 1981, l'affaire lui vaudra sept ans de prison.

Mais personne alors ne se revendique des quartiers comme le souligne ce policier lyonnais qui leur courait après : « *Ces truands étaient issus des cités, mais ils ne portaient pas véritablement l'étiquette de malfaiteurs de banlieue même si certaines zones de ces quartiers ont commencé à devenir difficilement pénétrables à la fin des années quatre-vingt* ».

Dix ans plus tôt, la situation a commencé à s'envenimer dans certains quartiers. En 1976 à Villeurbanne, il y a déjà des rodéos et des voitures brûlées. Et les premières émeutes urbaines éclatent en 1979 dans le quartier de la Grappinière à Vaulx-en-Velin, puis l'année suivante à la cité Olivier-de-Serres à Villeurbanne. Suivront les Minguettes à Vénissieux qui font la une des médias en 1981. Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur, demande déjà une réponse policière ferme à la contestation qui prend des allures de rodéos, d'incendies de voitures, de dégradations urbaines, et autres courses-poursuites avec la police.

Dès le milieu des années quatre-vingt, dans ces cités touchées par la misère économique et sociale, le trafic d'héroïne se développe. Ce sont les « grands », la première génération délinquante qui jouent les fournisseurs d'héroïne et revendent la marron, « la

Brown » provenant de Turquie, ou la blanche de Thaïlande, vendue à 1 000 francs le gramme.

En banlieue parisienne, quelques voyous-braqueurs se lancent dans le trafic, mais à Lyon, le milieu est majoritairement en prison et les rares représentants libres négligent ce marché qui est vite pris en main par les voyous issus des quartiers. Les petits Loulous ont grandi. À l'instar d'Abbès Adda, dit Chariot, né en 1959, originaire de Vaulx-en-Velin et qui est monté au braquage dans les années quatre-vingt, avant de faire partie de la première grosse équipe originaire de Vaulx. La came est alors rapportée des Pays-Bas dans des voitures aménagées et les quantités ne sont pas très importantes. Mais en 1988, Abbès Adda se fait « serrer » pour un trafic d'héroïne et de cocaïne. En prison, il tombe malade, devient paralysé, et se déplace en fauteuil, ce qui lui vaut d'être surnommé « Chariot ».

À Lyon, comme ailleurs, le milieu est alors en pleine recomposition. Dans les années soixante-dix, les anciens, ceux qui exerçaient depuis les années d'après-guerre, les derniers représentants d'une pègre en costumes croisés et voitures américaines, se sont effacés peu à peu devant une nouvelle génération de truands en cheveux longs et blousons de cuir. Changement d'époque, changement de mœurs, mai 1968 est aussi passé chez les mauvais garçons.

La grande spécialité de ces équipes, c'est le braquage. Les cibles ne manquent pas. En cinq ans, le nombre d'agences bancaires en France a quasi quadruplé, passant de 3 600 en 1965 à 12 300 en 1971. En parallèle, il reste encore à l'époque quelques adeptes du proxénétisme, la mamelle de l'ancien milieu, une activité qui va s'éteindre au début des années quatre-vingt-dix. À Lyon, dans les années soixante-dix et jusqu'au début des années quatre-vingt, deux ou trois équipes se partagent le marché, investissant les trottoirs du boulevard de ceinture, comme celles de René Nivois né en 1949 et de Raymond Vaccarizzi d'un an plus jeune. Les équipes Nivois et Vaccarizzi sont elles aussi des produits de la banlieue est. René est originaire de Bron, Raymond de Villeurbanne. Ils sont d'ailleurs les premiers à s'allier avec des beurs des cités de Vaulx, de Vénissieux etc.

Mais bientôt les affaires périlclitent. René Nivois est fortement soupçonné d'avoir commandité l'assassinat de son collègue lors d'une opération spectaculaire¹... le 14 juillet 1984, Raymond Vaccarizzi a été abattu dans sa cellule, à travers les barreaux de la prison de la Modelo à Barcelone par un sniper installé sur le toit d'un immeuble situé en face, de l'autre côté de la rue. Le tireur, un jeune Lyonnais, seul condamné dans cette

1. Voir *Né Voyou*, René Nivois, La Manufacture de livres, 2012.

affaire est sorti de prison en 2009, après vingt-quatre ans d'incarcération.

Bref, à la fin des années soixante-dix et dans les années quatre-vingt, les équipes de proxos tombent, ainsi que celles des braqueurs. Dans cette dernière spécialité, il y avait de l'argent à se faire, mais également des années de prison à prendre. La PJ ayant bien bossé, les équipes sont tombées les unes après les autres, direction les centrales de la République pour de longues années, avec des peines souvent supérieures à dix ans.

Le shit, une nouvelle embellie

À partir du milieu des années quatre-vingt, la consommation de cannabis se démocratise créant un nouveau marché. Et une nouvelle opportunité pour les truands qui commencent à sortir de leurs prisons. Ils vont bientôt se ruer dessus et fournir les quartiers où les premiers réseaux montrent leur nez.

Aujourd'hui décédé, le braqueur Thierry Mazin, né en 1950 à Nantes, surnommé l'Élégant, a fait carrière dans la banlieue sud à Paris avant de se lancer lui aussi dans le cannabis. À l'époque, il était aux premières loges : *« À partir de 1972-1973, le shit a commencé à faire l'objet d'un petit trafic orchestré par les consommateurs. Les mecs qui fumaient, c'étaient des étudiants, des gauchistes,*

des artistes genre musiciens qui faisaient la route de l'Afghanistan, l'Inde ou le Maroc en 2 CV et rapportaient de quoi fumer... Quelques mules prenaient l'avion, ou ça arrivait aussi d'Amsterdam... nous, on ne voyait pas de marché. »

Au fil des ans, le produit trouve son public et les cités se mettent à la vente. Le shit y circule bien souvent fourni par des travailleurs d'origine marocaine qui profitent des vacances au pays pour rapporter quelques kilos de marchandise.

« *Au début, ça nous faisait sourire et puis dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, on a fini par ouvrir les yeux* ». À la faveur d'une migration vers le soleil espagnol, après de longues années à l'ombre. Le pays a toujours été un refuge pour les truands français. Déjà à la fin du XIX^e siècle, les évadés s'y cachent et les proxénètes y font travailler leurs filles, notamment sur les *Ramblas* de Barcelone¹. Après la Seconde Guerre mondiale, les voyous collabos vont s'y faire oublier, accueillis par le régime franquiste. À leur suite, dans les années soixante, braqueurs et surtout trafiquants d'héroïne s'y installent. Une partie de la *French connection*, ce vaste trafic de poudre blanche produite à Marseille, transite par l'Espagne, et de là part pour l'Amérique du Sud avant

1. Voir *Une histoire du milieu*, Jérôme Pierrat, Denoël, 2003.

de gagner les États-Unis. Cette filière est surnommée la *Latino connection*. Jusqu'aux années quatre-vingt, c'est la Costa Brava qui a la cote et les voyous lyonnais y ont leurs habitudes.

À sa sortie de prison en 1985, René Nivois y rejoint ses potes qui louent des villas à l'année à l'Escala près de Barcelone. Il cherche alors un nouveau « parcours », fatigué du proxénétisme. Ils sont nombreux comme lui à vouloir se reconvertir : les peines sont lourdes, les Françaises émancipées ne veulent plus bosser pour les macs et elles sont nombreuses à travailler pour se payer de l'héro ; dans leur cœur, le dealer a remplacé le protecteur.

Par hasard, René va mettre un premier pied dans le marché du H balbutiant.

Aujourd'hui, à soixante-cinq ans, René, 120 kg de muscles, bouc et crâne rasé, est à la retraite en Espagne après avoir été acquitté dans une grosse affaire de trafic de hasch devant les assises de Toulouse en 2004. Calé chez lui dans un gros fauteuil, il raconte « *À l'Escala, j'ai rencontré un Corse qui trafiquait le cannabis : il importait sa marchandise du Liban. C'était la plus recherchée à l'époque et avec la guerre qui durait depuis dix ans, le trafic là-bas s'était développé. En France, ça commençait à fumer pas mal. Mais à l'époque, il y avait peu de monde dans ce business* ». Il organise alors un

premier transport avec des potes « français et arabes » de la banlieue lyonnaise, comme lui : « *juste cinquante kilos, dans des grands Tupperwares en plastique que le Corse m'a donnés sur une petite route de campagne. J'ai rejoint mes potes qui faisaient l'ouverture avec une cibi*¹. » C'est-à-dire qu'ils roulent quelques kilomètres devant et signalent les contrôles à la voiture porteuse. L'ancêtre du désormais célèbre go fast. « *On l'a seulement remonté à Tarragone. On en a vendu un peu à des Espagnols et le reste à des Français venu le chercher* ». René n'a pas le temps de remettre ça, il se met en guerre avec Raymond Vaccarizzi et tombe pour son assassinat.

Mais bientôt, le gros des troupes, les braqueurs qui sortent de centrale débarquent en Espagne à leur tour et partent s'installer plus au sud sur la Costa del Sol, le nouveau coin à la mode.

De Malaga à Gibraltar, les petits ports de pêche ensoleillés se transforment en stations balnéaires qui attirent la jet-set. Notamment Marbella et son voisin Porto Banus où se concentrent les yachts et les villas des milliardaires de toutes nationalités, ainsi que des restaurants, des boîtes de nuit, des casinos... et des bordels.

La Costa del Sol devient la destination privilégiée des voyous.

1. « CB » : *citizen band*, poste de radio amateur.

Ça tombe bien, elle est située juste en face du Maroc, le plus gros producteur de H. À la pointe sud de l'Espagne, quatorze kilomètres séparent Gibraltar de Tanger. Le coin est logiquement la plate-forme du trafic de cannabis, sa porte d'entrée en Europe.

Selon Thierry Mazin qui faisait partie des nouveaux migrants: *«Là, les mecs ont constaté que le kilo qui était vendu 11 000 francs à Paris valait entre 4 000 et 4 500 francs. Ils ont rapidement fait le calcul: même en filant mille francs du kilo au chauffeur de la voiture, ils leur restaient, s'ils étaient deux, 2 500 francs chacun. Pour cent kilos, ça faisait vingt-cinq briques. C'était plus rentable que les braquos»*. Ces derniers ne paient plus: les années de prison pleuvent, le liquide se fait rare dans les caisses et les sas et les caméras fleurissent dans les agences. Bref: *«À partir de 1986, c'est devenu un bon parcours.»* Cette année-là, les Radiocom 2000, les téléphones de voitures, font leur apparition. Fini la cibi de René Nivois, pour rester en contact avec la voiture ouvreuse et passer les frontières qui existent encore à l'époque. *«Le problème, c'est qu'en montagne, sur les petites routes des Pyrénées qu'on empruntait pour éviter les gros postes-frontières, ça passait mal!»*.

Les «voyous traditionnels» ne sont pas les seuls à se lancer dans le H. À Lyon, comme ailleurs, les «grands» des cités rejoignent rapidement la partie. Au fil des années, la consommation d'héroïne baisse. Les

overdoses, le sida déciment les consommateurs, sans compter l'arrivée des produits de substitution comme la méthadone et le subutex qui cassent le marché. Et ceux qui étaient restés dans le braquage cherchent comme les autres à changer de discipline.

Des équipes mixtes traditionnels-quartiers se mettent alors en place. Dans les années quatre-vingt, les « grands frères » qui frayent dans la nuit lyonnaise ont investi les sous de leurs braquos et du trafic d'héro dans des établissements qui ont vite acquis des réputations de « bars » ou « boîtes à voyous ». Ce qui n'a pas manqué d'attirer le milieu tradi. Sans compter que les deux mondes se sont également et logiquement rencontrés dans les prisons.

Ninou, de Vaulx-en-Velin au Rif marocain

Après une première condamnation pour proxénétisme, Mohamed Maamir, Ninou, est retombé en 1989, alors qu'il circulait en voiture avec Patrick Laurent. Ce dernier a réussi à s'enfuir, mais Ninou s'est fait attraper avec trois calibres, un fusil et 20 000 francs. Il a été condamné en juillet 1990 pour port d'arme de quatrième catégorie, avant de ressortir dans la foulée.

Il va désormais se consacrer au trafic de cannabis. Ce que ne tarde pas à soupçonner la Brigade de recherche

et d'intervention de Nice (BRI), communément appelée l'antigang, qui le repère le 28 août 1991 à la gare d'Avignon au contact d'un Corse de Bastia surnommé « Le Gros » ou « Boucan » qu'elle surveille. Un mois avant, les policiers ont glané un tuyau sur une importation de cannabis en cours. Maamir et son associé corse en seraient les commanditaires. Pour ce faire, ils ont recruté deux petits voyous niçois de cinq ans leurs cadets à qui ils ont promis 250 000 francs chacun pour convoyer une demi-tonne de shit depuis le Maroc.

Ange et son pote Jean-Luc, connus pour vol, escroquerie, et port d'armes pour le premier et pour violences volontaires pour le second, se sont alors tournés vers Malik, un skipper anglais de soixante-six ans, installé à Juan-les-Pins et déjà condamné en 1984 à six ans pour transport de shit. Malik, auquel ils ont donné 20 000 francs, loue alors le Gemini, un voilier de quinze mètres, pour 100 000 francs, et trois jours après, quitte le port de Cavalaire-sur-Mer, direction les côtes marocaines. À bord, Maamir lui a collé un équipier, histoire de surveiller les opérations. Jean-Luc, l'un des deux Niçois, est également du voyage. L'affaire n'est pas gagnée. Deux jours après le départ, la croisière est interrompue à Ibiza aux Baléares pour cause de filtres bouchés sur le moteur diesel. Les pièces n'étant pas disponibles localement, Jean-Luc prend un vol pour Nice où il les achète et ensuite regagne le bateau.

Enfin, dix jours après avoir quitté la France, le trio est en vue du Maroc. Ninou les y attend. Il les contacte par talkie-walkie et vingt-quatre heures après, ils chargent à bord les 500 kg de résine descendus du Rif à dos de mulet. Cinq jours après, c'est le retour à Juan-les-Pins où Ange, l'autre Niçois, prévenu par Ninou qui est rentré entre-temps, attend les marins. L'équipe charge le cannabis dans un Renault Espace volé que récupère Ninou. Mais les deux Niçois ne seront jamais payés : au dire de Ninou, il a dû se débarrasser de la marchandise qui était, à cause de sa qualité médiocre, invendable... Un an après, la petite troupe est arrêtée par les policiers de l'antigang. Dans un box loué par l'un des Niçois à Manosque, les policiers tombent sur des pistolets-mitrailleurs et des grenades quadrillées. Ninou, devenu papa entre-temps, se fait lui « serrer » le 9 juillet 1992 à Vaulx-en-Velin, et en avril 1994, il est condamné à dix ans pour trafic international.

Libéré en juillet 1999, il fait l'objet de l'attention des policiers durant la décennie suivante. Ces derniers notent d'ailleurs qu'il « *s'est rendu plusieurs fois à l'étranger entre 2003 et 2006, en Algérie, au Maroc, en République dominicaine, en Espagne et au Canada* ». Bref, ils le suspectent « de financer des voyages » stupéfiants, mais sans jamais pouvoir « l'accrocher ». Finalement, des activités de Ninou, qui se faisait très discret, la police ne savait plus grand-chose, si ce n'est

qu'il était très respecté au Mas et alentour où il faisait figure de « monument ». À la faveur de l'enquête sur sa mort, les policiers ont juste découvert qu'il surfait sur la mode de poker et avait installé une salle de jeux clandestine dans un local attenant à sa maison : un bar et quatre ou cinq tables pour des « parties de grand luxe ».

La Costa del Sol, *the place to be*

À partir de 1990, la Costa del Sol est devenue une plaque tournante pour toute la voyoucratie européenne. Le supermarché du H. Les truands français ne sont pas les seuls à trafiquer. Les Anglais et les Néerlandais s'y sont eux aussi installés dans les années quatre-vingt. En effet, de 1978 à 1985, il n'existait pas de traité d'extradition en vigueur avec le Royaume-Uni. Quant aux Néerlandais, ils ont des *coffee-shops* à approvisionner, ce qui fait d'eux, à l'époque, les plus gros opérateurs et surtout les plus « réglo ». Ils sont d'ailleurs les spécialistes de la voiture aménagée et les précurseurs du transport par poids lourds dans lesquels ils chargent plusieurs tonnes.

Dès lors, la région de Marbella respire l'argent du trafic. En quelques années, elle est devenue un paradis pour truands : une partie de la police y est corrompue,

la législation en matière de « *chocolate*¹ » est permissive avec des peines nettement inférieures aux françaises qui sont parmi les plus longues d'Europe. Et face à l'importance du trafic, les forces de l'ordre espagnoles se concentrent sur les flagrants délits. Lorsqu'une saisie est opérée, personne ne cherche à remonter la filière pour la démanteler. Et elles ont surtout d'autres chats à fouetter, en l'occurrence les encagoulés meurtriers de l'ETA qui mobilisent toute leur attention. Bref, le trafic s'intensifie et pour les voyous français, tous les moyens sont alors bons alors pour traverser les frontières : voiliers comme Ninou et son équipe, camions, campings cars et voitures aménagées... Ces dernières ne tardent pas à livrer les cités lyonnaises sous la houlette de René Nivois et de ses jeunes associés du quartier de la Duchère, dont les 5 500 logements construits à l'orée des années soixante se dressent au nord-est de la ville.

Des voitures pleines de surprises

En 1992, au moment de la chute de Ninou, René Nivois sort de prison. À la suite de l'assassinat de Raymond Vaccarizzi dont on l'a soupçonné, il a été incarcéré en Espagne durant cinq ans, avant d'être innocenté. La

1. Le cannabis en argot espagnol.

nature ayant horreur du vide, il va alors devenir à son tour un grossiste pour les quartiers, en s'associant à des « grands frères ».

« À ma sortie de prison, je suis resté en Espagne, mais à Marbella cette fois. Des Lyonnais de la Duchère que je connaissais par une relation m'ont contacté. Il y avait un rebeu et un Gaulois, les deux avaient dans les vingt-cinq, trente ans. C'étaient des voyous qui étaient montés au braquo. Quelques jours après, je les ai retrouvés à Gardamia. Ils voulaient que je les fasse travailler. Il y avait déjà mon frère installé en bas, il m'a présenté un pote à lui, qui était d'accord pour fournir. Mais on n'avait pas de mise de départ, on était raides. Les vendeurs cherchaient des chauffeurs pour convoier des voitures chargées de chichon. J'ai proposé aux jeunes en leur expliquant que l'on allait commencer à travailler sur de petites quantités et que l'on serait associé à parts égales. Au début on chargeait donc pour le compte de mecs afin de nous défaucher. Moi, il était hors de question de me faire passer la frontière avec une voiture, j'étais trop noir. Mon boulot était de trouver le chichon, de m'occuper de la logistique et les deux autres étaient chargés de le faire passer et on allait au fade¹. Les voitures, on nous les prêtait. L'associé rebeu faisait l'ouvreur, il avait une tellement sale gueule que je ne voulais pas qu'il soit dans

1. « On partageait... »

la porteuse, conduite par le troisième, qui lui présentait bien. Après quelques voyages, on a commencé à acheter deux, trois, dix kilos. Puis, au bout de quelques mois, on a rempli une voiture entière. Et là, on a arrêté de travailler pour les autres et on a aménagé nos propres véhicules. C'était un pote garagiste en France qui nous préparait les Clio trafiquées. C'était tout con : la planque était aménagée dans le pare-chocs arrière. On ne pouvait porter que 50 à 60 kg à peu près. C'était pas grand-chose, mais après avoir commencé avec une Clio, on en a acheté une deuxième, puis une troisième et ainsi de suite. On les envoyait chaque semaine par deux ou trois en même temps, en les espaçant de quelques kilomètres. S'il n'y avait pas de chien à la douane, c'était bon. On avait embauché des ouvriers, et des chauffeurs pour conduire les porteuses. Ils étaient accompagnés de filles et jouaient au petit couple. Ça passait super bien. On faisait six à sept cents kilos par mois. On vendait dans toutes les cités lyonnaises et un peu à Paris. Mes deux associés connaissaient toutes les équipes de dealers des quartiers. On leur revendait le kilo 10 000 francs et on le touchait à 4 000 ou 5 000 en Espagne. On faisait donc une marge de 100 %, mais on avait tous les frais : les villas à Marbella, Alicante, Tarragone pour lesquelles on payait une femme à tout faire à l'année.

Dans l'une on habitait – on avait une grande antenne pour la cibi sur le toit – et dans les autres on entreposait

et on conditionnait le shit. Mais très vite on a dû utiliser toutes les villas pour le business.

Dans les maisons, on mettait sous vide avec des machines, savonnettes par savonnettes. Bien sûr, on portait des gants pour ne pas laisser d'empreintes dessus. Ensuite, je transportais les pains de chichon dans le garage au sous-sol dans des grandes cagettes en plastique. En passant tranquillement par le jardin. Un mec était enfermé dans le garage et chargeait la voiture. Il était bouclé, mais il avait un interphone pour nous prévenir quand il avait fini.

Lorsque l'on a commencé, l'un de mes deux associés, le rebeu, dormait dans une voiture à la Duchère, et six mois après il se payait une Porsche! ».

Et quatre ans après avoir commencé, le duo de la Duchère arrêtaient, s'offrant le commerce qui leur permettrait de vivre honnêtement dorénavant.

Dindon et les 830 kg

D'autres ont eu moins de chance. Après Ninou, c'est un autre pionnier des cités qui plonge en 1996 : Dindon, de son vrai nom Azzedine Mahmoudi. Né en juillet 1961, issu d'une famille de sept enfants, Dindon a arrêté l'école à seize ans avant d'être placé par un juge pour enfants à Saint-Genis-les-Ollières où il a fait une formation de

plomberie, suivie de quelques emplois dans la soudure et la mécanique bientôt interrompus par des séjours en prison à répétition, notamment pour un vol à main armée commis en 1987 avec l'un de ses frères, et pour lequel ils ont écopé chacun de huit ans de réclusion en 1989. À sa sortie, Dindon semble avoir suivi la nouvelle vague qui fait glisser les braqueurs vers le trafic de stup. Jusqu'à apparaître, à la faveur d'une enquête démarrée en 1995, comme l'un des gros fournisseurs de H de la région lyonnaise. Il a alors trente-cinq ans.

En novembre de cette année, un indic balance un ex-joueur de football pro : il ferait les stup avec un membre du milieu lyonnais, un certain René Montagne, cinquante-six ans, surnommé sans grande originalité « la Montagne ». Les enquêteurs se « mettent sur ses reins » et découvrent qu'il est en relation avec un noyau dur de truands issus des quartiers de l'Est Lyonnais pour lesquels il joue les factotums. Montagne a notamment recruté le chauffeur d'une camionnette qui effectue un aller et retour en Espagne entre le 6 et le 10 décembre 1995 sous l'œil des policiers. À son arrivée, le conducteur a rendez-vous avec les commanditaires du trafic dans une station-service de l'autoroute, peu avant la sortie de Communay. Deux voitures l'y attendent, une 605 et une Golf, d'où sort un homme postiché et portant une fausse moustache qui, à peine la camionnette arrivée,

la rejoint, et en compagnie du chauffeur, jette un coup d'œil à l'arrière. Il en prend ensuite le volant bientôt suivi par la 605 et la Golf, tandis que le convoyeur se fait ramasser par une troisième voiture et disparaît. Quant au convoi, il sort de l'autoroute et rejoint le parking des entrepôts Intermarché de la zone industrielle de Tramoyes où une Golf volée en Suisse peu avant et faussement immatriculée les attend. La marchandise est alors transbordée et tout ce petit monde quitte la zone sans pouvoir être suivi.

Montagne était en réalité chargé de trouver un entrepôt, mais ayant failli à sa mission, l'équipe a dû se rabattre sur le parking, désert un dimanche, pour faire sa « manip ».

Le soir même, les quatre hommes repérés dans l'après-midi sont arrêtés en centre-ville, quai Jules-Courmont à hauteur de l'Hôtel-Dieu. Il y a là Dindon, mais aussi Mohamed Lamil, quarante ans, dit Mao, titulaire de cinq condamnations depuis 1981 pour outrages, port d'armes, proxénétisme aggravé, et sorti depuis un mois et demi de la maison d'arrêt de Saint-Étienne où il était détenu pour association de malfaiteurs et détention d'armes, Saïd Tikoudane, trente ans, au casier alors vierge, qui a grandi à Vaulx-en-Velin, puis aux Minguettes à Vénissieux au milieu de sept frères et sœurs et d'un père violent, et qui a travaillé sur les marchés, et enfin Farid Benchérif, trente-six ans, qui a

MAQUETTE ET MISE EN PAGES



IMPRESSION : STANDARTŲ SPAUSTUVĖ

DÉPÔT LÉGAL : MAI 2015

Imprimé en Lituanie

